

Dans l'Hérault, la FSU dénonce « Les conditions d'apprentissage et de travail inacceptables » depuis la rentrée

EDUCATION

La FSU 34 et ses syndicats majoritaires dans l'éducation nationale (SNUipp, Snes, Snep et Snuiep) alertent sur « la situation inquiétante » dans les écoles, collèges et lycées de l'Hérault. Face à un gouvernement qui vante une rentrée « normale », les enseignants décrivent, au contraire, des élèves en proie à de graves difficultés causées par l'enseignement à distance et le manque de moyens humains pour les résorber. Ils réclament un plan d'urgence pour l'ensemble du service public d'éducation.

Un mois (ou juste après) la rentrée scolaire, la situation est explosive dans les écoles, collèges et lycées de l'Hérault. Sans une « réaction urgente du gouvernement », les enseignants risquent de ne pas tenir bien longtemps, prévenaient les représentants heraultais des différents syndicats de la FSU (SNUipp, Snes, Snep et Snuiep). « Les médias et le gouvernement mettent l'accent sur les conditions sanitaires. Nous soulignons, nous, mettre l'accent sur les conditions d'apprentissage de nos élèves et les conditions de travail de l'ensemble



Selon la FSU, les écarts de niveau entre les élèves ne cessent de s'aggraver, et les moyens humains manquent cruellement pour y remédier. PHOTO: M. A.

des personnels qui sont dans ce climat anxiogène, non optimale mont déprimés », explique Stéphane Audebeau, secrétaire départemental de la FSU 34.

N'en déplaise au ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer, qui n'a de cesse de se féliciter d'une rentrée scolaire « normale », « ça fait maintenant un mois qu'on a repris les cours et on voit que ce n'est pas normal du tout ! Certains élèves sont dans une situation grave au niveau de l'acquisition des apprentissages et de leur capacité à réaliser ces apprentissages. Or tenir ces élèves en place pour leur venir en aide », dénonce ce professeur de sciences économiques et sociales. Des élèves fragiles encore plus fragiles et des écarts de niveau, donc des

inégalités, accrus comme jamais. « On ne peut pas faire notre travail ».

« Déjà l'an dernier, on nous avait supprimé des postes d'enseignants, notamment dans le second degré. Ils n'ont pas été recrutés alors que la situation s'est considérablement dégradée », pointe Stéphane Audebeau. « Quand, au lycée, on a des classes de 30 ou 35 élèves, on ne peut pas faire notre travail. Déjà on ne pouvait pas le faire en temps normal, mais cette année, on peut encore moins », poursuit le représentant de la FSU 34.

Rétrograder du lycée oblige, les enseignants sont, en outre, contraints de préparer leurs élèves aux nouvelles épreuves du baccalauréat. « Les Territoires de montagne sont totalement saisis, jusqu'à un ancien programme et en 1ère, ils ont reçu à peine deux-tiers des enseignements », illustre Carole Nejjari, co-secrétaire départementale du Snes 34, qui estime, dans le contexte, qu'un allègement de programme doit être proposé.

Dans le premier degré, « ce sont les postes spécifiques qui ont été supprimés, notamment le crétaire départemental du SNUipp 34. Ceux de maths, R, enseignants spécialisés dans l'aide pédagogique et ceux de maths G, qui tiennent un rôle de réduction auprès des enfants. On en avait plus que jamais besoin en cette période, mais on n'a pas obtenu qu'ils soient créés », déplore l'enseignante en maternelle. Elle pointe également la réduction de l'école inclusive, « qui se fait sans moyens et dans laquelle le premier degré est engagée », estime Magali Kordjani. « Nous avons des élèves en situation de handicap dans toutes les classes, qui se greffent aux élèves en difficultés, eux-mêmes encore plus en difficultés après 6 mois sans une scolarité normale. Ces élèves en situation de handicap sont censés être accompagnés. Or ils étaient 424 en attendant d'un auxiliaire de rôle scolaire à la rentrée », assure la représentante du SNUipp. Bref, « les conditions de travail n'ont jamais été aussi dégradées, et Blanquer continue à avancer dans ses journées », s'agace-t-elle.

« Les élèves n'ont pas l'apprentissage de qualité auquel ils ont droit et les enseignants éprouvent un profond malaise, car ils se rendent compte à quel point ils ne peuvent pas faire leur travail comme ils le devraient », résume Stéphane Audebeau.

Pour Patrick Bassis, du Snuiep (éducation physique), « on continue, dans l'éducation, les mêmes travaux de destruction qu'à l'hôpital. On fait en sorte de maintenir le système, si bien qu'à un moment donné il ne peut plus répondre aux tâches », décrit-il. « Ce qu'on demande, c'est un plan d'urgence, comme pour l'hôpital ».

Amélie Courraud
*Vive à assurer une scolarisation de qualité pour tous les élèves de la maternelle au lycée par la prise en compte de leurs singularités et besoins éducatifs particuliers.